



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 92 – 24 NOVEMBRE 2017

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**COTE D'IVOIRE :**  
LE GROUPE  
FRANÇAIS SPIE  
BATIGNOLLES  
REMPORTE LE  
CONTRAT DE  
REHABILITATION DE  
L'AEROPORT FELIX  
HOUPHOUËT-  
BOIGNY D'ABIDJAN

RELANCE DU PROJET  
D'AXE ROUTIER  
ABIDJAN-LAGOS AVEC  
L'UE ET LA BAfD

NIGERIA : LE SENAT  
APPROUVE LE PLAN  
D'EMPRUNT DE 5,5  
MDS USD SOLLICITE  
PAR LA PRESIDENCE

MAURICE EN TETE DES  
54 PAYS AFRICAINS  
EVALUES PAR L'INDICE  
IBRAHIM SUR LA  
GOUVERNANCE

LIBERIA : LES  
COMPAGNIES  
PETROLIERES EXXON  
MOBIL ET CANADIAN  
OVERSEAS PETROLEUM  
SE RETIRENT DU PAYS

RWANDA : PRET DE  
171 M USD DE LA  
BANQUE AFRICAINE DE  
DEVELOPPEMENT  
(BAfD)

BURKINA FASO : LE  
GHANA FOURNIRA  
PROCHAINEMENT 100  
MW D'ELECTRICITE AU  
PAYS

GHANA : MEQASA  
FUSIONNE AVEC JUMIA  
HOME GHANA

KENYA : PARTENARIAT  
RENFORCE ENTRE AIR  
FRANCE ET KENYA  
AIRWAYS



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Relance du projet d'axe routier Abidjan-Lagos avec l'UE et la BAfD

La Banque africaine de développement et l'Union européenne ont signé à Abuja un accord de financement qui vise à relancer le projet de construction d'une autoroute reliant les villes de Lagos (Nigéria) et d'Abidjan (Côte d'Ivoire), au moyen d'un engagement de 18 M USD. Long de 1 008 km et traversant cinq pays ouest africains (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigéria), ce projet initié en 2013 a vu son avancement retardé pour manque de financement : la CEDEAO estime le coût total du projet à 2 Mds EUR. Pour information, cette route constitue la première phase d'un programme plus vaste de liaison Lagos-Dakar dont le second axe, Abidjan-Dakar, est long de 3000 km et n'a pas encore débuté ni trouvé de financement.

✉ [perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr](mailto:perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Indice Mo Ibrahim sur la gouvernance en Afrique : des avancées notables

La fondation Mo Ibrahim vient de publier son classement 2017 sur la gouvernance des 54 pays d'Afrique. Ce classement se base sur des critères tels que la sécurité, l'Etat de droit, la participation citoyenne, les droits de l'Homme, l'économie et le développement humain. L'Ile Maurice reste en tête, suivie des Seychelles (+2 places par rapport à 2016), le Botswana (-1), le Cap-Vert (-1), la Namibie, l'Afrique du Sud, la Tunisie, le Ghana, le Rwanda et le Sénégal. Sur les dix dernières années, les progrès les plus importants ont été réalisés par la Côte d'Ivoire (20<sup>ème</sup>), le Togo (27<sup>ème</sup>), le Zimbabwe (39<sup>ème</sup>), le Liberia (28<sup>ème</sup>) et le Rwanda (9<sup>ème</sup>). L'Eryhrée (52<sup>ème</sup>), le Soudan du Sud (53<sup>ème</sup>) et la Somalie (54<sup>ème</sup>) occupent les derniers rangs.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Nigéria : léger ralentissement de l'inflation à 15,91 % en octobre

D'après le dernier rapport du Bureau national de la statistique, l'inflation en octobre s'établit à 15,91 % en glissement annuel contre 15,98 % au mois de septembre, soit son 9<sup>ème</sup> recul successif en g.a. L'indice des prix des biens alimentaires est relativement stable, à 20,31 % en octobre contre 20,32 % au mois de septembre. Après des baisses successives cet été, l'ensemble des prix des carburants est à nouveau en hausse en octobre, avec le prix moyen du litre d'essence qui s'établit à 146 NGN (contre 144,5 NGN en septembre), celui du diesel à 201,96 NGN (contre 184,80 NGN le mois précédent) et celui du kérosène à 273,44 NGN (264,48 NGN en septembre).

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : le Sénat approuve le plan d'emprunt de 5,5 Mds USD sollicité par la présidence

Le Sénat a approuvé cette semaine la demande d'emprunt extérieur de 5,5 Mds USD du Président Buhari : 2,5 Mds USD serviront à financer le budget 2017, tandis que les 3 Mds USD restants seront utilisés pour refinancer la dette domestique arrivant à échéance. C'est dans cette optique que le gouvernement s'est rendu à Londres et à New York pour une tournée de présentation d'un nouvel Eurobond aux investisseurs. L'agence Moody's a abaissé la semaine dernière la note souveraine du Nigéria. L'agence a également décidé d'abaisser la note d'émetteur de 4 banques nigérianes (Access Bank, GTBank, UBA et Zenith Bank) et de la Banque de l'industrie (BOI) de B1 à B2.

✉ Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr

### ▼ La Sierra Leone n'a pas rempli les objectifs de développement du *Millenium Challenge*

Selon le dernier rapport du fonds de développement américain *Millenium Challenge Corporation* (MCC), les performances annuelles de la Sierra Leone en matière de développement ne remplissent pas les conditions permettant le déboursement de l'aide du MCC. Au regard des objectifs requis, l'organisation attribue à la Sierra Leone un score de 10 sur 20 (contre 6 sur 20 en 2016). L'endigement de la corruption ne semble pas progresser de manière significative selon le rapport du MCC, alors que le pays est classé 123 sur 179 au classement 2016 sur l'Index de perception de la corruption de l'ONG Transparency International.

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Démission du Directeur général adjoint en charge du budget au sein du *National Treasury*, Michael Sachs**

Le 13 novembre, Michael Sachs a exprimé son intention de continuer à servir le secteur public dans un autre ministère, dans un contexte de tensions dans la conduite budgétaire alors que le Président Zuma aurait demandé d'intégrer dans le budget une mesure très coûteuse de gratuité de l'enseignement supérieur pour une grande partie des étudiants. Le ministre des Finances, Malusi Gigaba, bien qu'attristé par la démission de Michael Sachs, a assuré que la *Treasury* restait « attachée à un budget axé sur la consolidation fiscale et conscient des défis économiques du pays tout en protégeant les pauvres ». Michael Sachs ne quittera pas immédiatement le *National Treasury*, pour assurer une transition en douceur.

✉ hugo.fraschini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : visite du FMI en novembre, « l'économie angolaise connaît une légère reprise cette année, mais d'importants déséquilibres macroéconomiques demeurent »**

Une équipe du FMI s'est rendue à Luanda du 6 au 15 novembre 2017 afin de préparer la mission de consultation prévue début 2018 au titre de l'article IV et organiser des discussions préliminaires sur les plans de réforme du nouveau gouvernement pour remédier aux déséquilibres macroéconomiques et améliorer les perspectives de croissance. Selon le FMI, la production devrait augmenter de 1,1 % et la balance courante se réduire à +5,2 % du PIB à mesure que les termes de l'échange s'amélioreront. L'inflation reste cependant élevée. Malgré la vente de devises par la Banque centrale, qui a réduit les réserves nettes à 14,9 Mds USD en octobre, l'écart entre le taux de change parallèle et officiel reste important et de nombreuses demandes d'achats de devises étrangères au sein des banques commerciales restent bloquées. Le nouveau gouvernement a récemment approuvé un plan sur six mois (*Plano Intercalar*), pour mener des réformes jusqu'à ce que le *Plan National de Développement 2018-2022* soit dévoilé.

✉ hugo.fraschini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : le taux d'inflation s'établit à 0,6 % sur les 9 premiers mois de l'année 2017**

Selon l'Institut national de la statistique (INS) l'indice des prix à la consommation finale des ménages est en hausse, en glissement annuel, de 0,6 %, sur les 9 premiers mois de l'année 2017 contre 1,1 % sur la même période en 2016. Sur les 12 derniers mois, le niveau des prix augmente de 0,5 %. Cette augmentation sur les 12 derniers mois s'explique en grande partie par le relèvement des prix des biens et services divers (1,8 %), des services de restaurants et hôtels (1,5 %) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (1,3 %). En revanche, les prix des produits alimentaires ont reculé de 0,3 %.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : forte activité sur les marchés suite à la confirmation de la victoire de Uhuru Kenyatta

Lundi 20 novembre, la Cour suprême kenyane a jugé non fondées les pétitions qui lui ont été adressées suite à l'élection présidentielle du 26 octobre, confirmant la victoire d'Uhuru Kenyatta. Celui-ci a été réélu avec 98,3 % des voix, dans un scrutin marqué par le boycott du candidat de l'opposition, Raila Odinga, et une participation de 38,8 %. Du fait de la réduction du risque politique, la valorisation du *Nairobi Stock Exchange* a augmenté de manière cumulée lundi et mardi de 75 Mds KES (726 M USD), et l'indice NSE-20, regroupant les vingt premières capitalisations au NSE, a gagné près de 75 points entre vendredi et mardi, passant de 3743,1 à 3817,8 points. Le shilling s'est quant à lui apprécié, passant sur la même période de 103,8 KES/USD à 103,3 KES/USD.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Burkina Faso : une loi pour clarifier l'arbitrage des contentieux d'affaires

Le Burkina Faso vient de se doter d'une nouvelle loi en matière d'arbitrage dans le domaine des affaires. Jusqu'alors, le Centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation de Ouagadougou (CAMC-O) ne disposait pas de l'impérium qui rend ses décisions péremptoires : seul le juge, à qui il fallait faire recours malgré une procédure d'arbitrage, disposait de cette prérogative. La loi qui vient d'être adoptée permet désormais de désigner de façon précise quelle juridiction est compétente en matière d'arbitrage, que ce soit pour apposer l'exequatur, reconnaître les sentences, reconnaître les recours en annulation ou définir les procédures.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : appui de la Banque mondiale au renforcement des capacités opérationnelles de la Cour des Comptes

Dans le cadre du projet de renforcement des capacités opérationnelles de la Cour des Comptes gabonaise, initié en 2014 par un don de 350 000 USD de la Banque mondiale à l'institution de contrôle, un atelier de travail visant l'amélioration de la communication et de la transparence entre la Cour des Comptes et ses interlocuteurs externes (gouvernement, pouvoirs législatif et judiciaire, société civile, médias, parlement, sénat) a été organisé, afin d'identifier les pistes de dialogue possible.

✉ [charles.grison@dgtresor.gouv.fr](mailto:charles.grison@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : (Correctif) Potentiel émission d'un *eurobond* à des fins de refinancement

Le report du remboursement du prêt syndiqué de 750 M USD, contracté en 2015, à avril 2018 est l'activation d'une clause contractuelle, acceptée par 90 % des créanciers (cf. brèves du 8 au 14 novembre). Par ailleurs, le ministre des Finances, Henry Rotich, a annoncé que le gouvernement envisageait l'émission d'un nouvel emprunt obligataire international (*eurobond*), dont une partie servirait au remboursement du prêt syndiqué en avril 2018.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice en tête des 54 pays africains évalués par l'indice Ibrahim sur la gouvernance

L'île Maurice a non seulement maintenu sa première position cette année, mais a également atteint son meilleur score en gouvernance globale mesuré par l'indice de la Fondation Mo Ibrahim. Evalué sur 100, le pays atteint un score de 81,4 % se classant ainsi au premier rang sur une liste de 54 pays africains dont la moyenne est de 50,8 % et de 58,6 % pour l'Afrique australe. Maurice a également réalisé son meilleur score en développement humain, 77,5 %.

✉ [hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr](mailto:hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : création d'une nouvelle autorité des télécommunications**

Le Parlement a adopté le 15 novembre 2017 un projet de loi sur les télécommunications portant sur la transformation de l'ancienne société à responsabilité limitée *Tanzania Telecommunications Company Limited* (TTCL), nationalisée en 2016, en une société dénommée *Tanzania Telecommunications Corporation* (TTC). L'objectif du gouvernement est de disposer d'une structure de développement et de gestion des infrastructures des télécommunications du pays plus efficace et réactive. Le conseil d'administration (CA) de TTC, dont le président sera nommé par le Président tanzanien, approuvera prochainement le plan d'investissement de la société et son budget annuel.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Bénin : lutte contre la contrefaçon dans le secteur de la santé**

Plus de 104 tonnes de médicaments saisis dans le cadre de la lutte contre les faux médicaments sont destinées à être détruites. Pour mémoire, l'opération « PANGEA IX » a été lancée en février 2017 pour le démantèlement du système d'approvisionnement de médicaments de contrebande ou de contrefaçon au marché Dantokpa de Cotonou, le plus grand marché du Bénin.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Libéria : le FMI achève les 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> revues de l'accord FEC

Le Conseil d'administration du FMI a achevé les septième et huitième revues de l'accord FEC en faveur du Libéria, approuvant ainsi un nouveau décaissement de 20,7 M USD qui porte le montant global à 156,3 M USD. Le FMI relève que les autorités ont réussi à mettre en place des réformes structurelles bien que l'économie ait été fortement impactée par le double choc d'Ebola et de la baisse des matières premières. Après avoir enregistré une croissance nulle en 2015, l'économie s'est contractée de 1,6 % en 2016. En 2017, la perspective de croissance a été revue à la baisse à 2,6 % et à moyen terme, le rythme de croissance devrait s'accélérer pour s'établir autour de 6 % (en deçà de la croissance moyenne annuelle pré-Ebola qui s'établissait autour de 8 %).

✉ [Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr](mailto:Marlene.MARQUESLOPES@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Afrique du Sud : la Banque africaine de développement approuve un programme de financement de 172 M USD pour Nedbank (BAfD)

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé un programme de financement à hauteur de 172 M USD au groupe Nedbank, afin de soutenir les entreprises locales et continentales. L'offre comprend, d'une part, un prêt de 2 Mds ZAR (139 M USD), qui vise à équilibrer le bilan de Nedbank et à contribuer à la réalisation de sa stratégie de financement des infrastructures, des PME, de la digitalisation bancaire, de logements abordables, entre autres secteurs. D'autre part, il comprend un accord de prise de participation au risque à hauteur de 30 M USD au profit des banques émettrices africaines dans 20 pays membres régionaux (PMR). Il couvrira une partie du risque de défaut de Nedbank provenant des opérations commerciales auprès de diverses institutions financières africaines.

✉ [hugo.fraschini@dgtresor.gouv.fr](mailto:hugo.fraschini@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : le groupe français Spie Batignolles remporte le contrat de réhabilitation de l'aéroport Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan

Les autorités ivoiriennes viennent d'annoncer le démarrage des travaux d'extension de l'aéroport international d'Abidjan. L'objectif est de doubler d'ici cinq ans la capacité d'accueil de cette plate-forme afin d'en faire un hub régional. Une nouvelle voie de circulation pour accueillir plus de gros porteurs de type A380 et un terminal d'aviation d'affaires seront construits d'ici à 2019, pour un coût global de 64 M EUR. Ces travaux sont exécutés par le groupe français de BTP Spie Batignolles.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : Eiffage et Spie Batignolles remportent le contrat de réhabilitation du pont Houphouët-Boigny à Abidjan (52,5 M EUR)

Les travaux seront réalisés par Eiffage Génie Civil (filiale du groupe Eiffage), pour un montant de 32,7 MEUR et Spie fondations, filiale de Spie Batignolles, pour un montant de 19,8 MEUR. Le financement est apporté par les ressources du 2<sup>e</sup> C2D (Contrat de désendettement et de développement). Le projet porte notamment sur la réalisation de fondations complémentaires et la réhabilitation totale du pont. Ce pont, construit entre 1954 et 1957, est un pont rail-route de 25 m de large. Il relie la commune du Plateau, le centre d'affaires d'Abidjan, à la zone portuaire de Treichville.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mauritanie : 30 M USD d'investissements de l'OAIDA pour soutenir des projets agricoles**

L'Organisation arabe pour l'investissement et le développement agricole (OAIDA) va investir 30 M USD dans plusieurs projets en Mauritanie, notamment dans les domaines (i) de l'élevage (viandes rouges, 10 M USD), (ii) l'agriculture (mise en place d'une société de services agricoles dans la région du Brakna dans le Sud du pays) et (iii) la pêche à Nouadhibou.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : adoption d'importants projets de loi relatifs à la construction d'infrastructures routières et énergétiques**

Le premier projet porte sur la réalisation d'une ligne électrique (225 KV) avec des stations de haute tension entre Nouakchott et Nouadhibou. Ces travaux seront financés par Eximbank India, via un prêt de 110 M USD. Le second est relatif à la construction de 140 km de route entre Nouakchott – Benichaab – Nouadhibou. Ce contrat est financé par le Fonds saoudien de développement à travers un prêt de 9 Mds MRO (21,51 M EUR), remboursable sur 30 ans dont un différé de 8 ans, avec un taux d'intérêt annuel de 2 %.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : signature de deux conventions de financement entre l'AFD et ASUSU**

La directrice de la société de microfinance nigérienne ASUSU et le directeur-pays de l'AFD viennent de signer, en présence de l'Ambassadeur de France au Niger, deux conventions de financement. Une première subvention d'un montant d'environ 460 M FCFA (700 000 EUR) est destinée au renforcement des capacités institutionnelles de ASUSU. La deuxième consiste en un prêt de 2,6 Mds FCFA (4 M EUR) pour financer des investissements agricoles, dont 50 % seront destinés aux femmes. Alors que toutes les régions du Niger peuvent en bénéficier, un accent particulier sera mis sur les régions à fortes potentialités, notamment Tahoua, Agadez et Maradi.

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : lancement d'un emprunt obligataire sur les marchés de la sous-région**

Le gouvernement gabonais a lancé un emprunt obligataire d'une valeur de 100 Mds FCFA sur le marché financier de la CEMAC, sur une période de souscription s'étalant du 17 au 30 novembre 2017. Le taux d'intérêt est fixé à 6,5 %, pour une maturité de cinq ans. Il s'agit de l'unique emprunt lancé par le Gabon cette année dans la sous-région.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Bénin : adhésion à l’Africa Finance Corporation

Le Bénin est depuis le 7 novembre le 17<sup>e</sup> Etat membre de l’Africa Finance Corporation (AFC), la première institution multilatérale de financement du développement des infrastructures en Afrique. Le pays aura ainsi accès à l’expertise technique et aux ressources financières de l’AFC, en matière de développement, de financement et d’exécution de projets d’infrastructure, dans les secteurs du transport, de l’alimentation électrique, des télécommunications, des ressources naturelles et des industries lourdes. Mise en place en 2007 et basée à Lagos, l’AFC est détenue à 47,6% par des intérêts privés (majoritairement des IFIS africaines) et à 42,5% par la Banque centrale du Nigéria. Le Bénin cible des projets de production d’énergie en IPP et des projets routiers.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : présentation du Cadre du partenariat pays (CPP) de la Banque mondiale pour 2018-2022

Dans le cadre du CPP, le groupe de la Banque mondiale prévoit d’engager 4,7 Mds USD (4 Mds EUR) en Ethiopie sur la période 2018-2020, plaçant l’Ethiopie comme le 1<sup>er</sup> pays récipiendaire de la Banque sur la période. Ces fonds seront déboursés à 50 % sous forme de prêts et 50 % sous forme de dons. La stratégie de la Banque entend poursuivre trois objectifs : promouvoir des transformations structurelles et économiques via l’accroissement de la productivité ; développer l’inclusion sociale et la résilience et améliorer la comptabilité nationale et la gouvernance. Actuellement, le portefeuille de la Banque compte une cinquantaine de projets en Ethiopie pour un montant total d’engagements de 7,04 Mds USD (6 Mds EUR).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : doublement du soutien britannique au commerce bilatéral

Lors d’une visite en Ethiopie le 10 novembre, le secrétaire d’Etat au Commerce (*Department of International Trade*, DIT) a annoncé le doublement du soutien du Royaume-Uni à ses entreprises exportatrices en Ethiopie ainsi qu’aux importateurs éthiopiens de biens britanniques : l’engagement du DIT, sous forme de garanties et prêts, passe désormais à 218 M EUR, soit 7 Mds ETB, contre 109 M EUR, soit 3,5 Mds ETB, jusqu’à présent. *Ethiopian Airlines*, en vertu de son contrat conclu avec *Rolls Royce* (1,5 Md USD pour la motorisation des avions), devrait être le principal bénéficiaire de ce soutien accru. Le commerce bilatéral entre le Royaume-Uni et l’Ethiopie a atteint 480 M EUR, soit 15,4 Mds ETB, en 2015.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Rwanda : prêt de 171 M USD de la Banque africaine de développement (BAfD)

La BAfD, en partenariat avec le Fonds pour la croissance de l’Afrique (AGTF), a accordé un prêt de 171 M USD (121,1 M USD pour la BAfD et 50 M USD pour l’AGTF), soit 65,2 % du financement du Programme national d’approvisionnement en eau potable et d’assainissement en milieu rural (PNEAR). La Banque européenne d’investissement appuiera également ce programme, avec une participation qui devrait s’élever à 19,2 %, le reste, 15,5 %, étant financé par le gouvernement du Rwanda. Ce programme rentre dans la stratégie gouvernementale Vision 2020 et permettra d’atteindre l’objectif de fourniture d’eau potable à l’ensemble de la population contre 75,2 % en 2015.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Tanzanie : accord pour le projet chinois de port à Bagamoyo**

L'ambassadeur de Tanzanie en Chine a remis à la société *China Merchants Port* une lettre d'accord du gouvernement tanzanien en réponse à sa requête, remise en mars 2017, portant sur un programme estimé à 5,6 Mds USD incluant la construction d'un port, d'une zone économique spéciale (SEZ) et d'un programme immobilier sur le modèle du port de la ville de Shenzhen (Chine) à Bagamoyo (70 km au nord de Dar es Salam). D'après les autorités, le nouveau port serait à même de concurrencer ceux de Mombasa (Kenya) et de Durban (Afrique du Sud) et d'attirer près de 760 entreprises (270 000 emplois directs) d'ici 2047. *Oman Sovereign Fund* pourrait participer au financement du projet. Ce projet relevait initialement d'un accord signé en 2013 par les présidents Xi et Kikwete.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Burkina Faso : lancement de la campagne de collecte et de commercialisation du sésame 2017-2018

Cette campagne démarre le 1<sup>er</sup> décembre 2017. Le sésame est le 2<sup>ème</sup> produit agricole d'exportation du Burkina, derrière le coton. Il génère plus de 350 Mds FCFA (532 M EUR) d'exportations en moyenne par an. De 2011 à 2015, la production est passée de 58 500 à 171 500 tonnes, faisant du Burkina Faso le 4<sup>ème</sup> exportateur mondial, derrière l'Éthiopie, l'Inde et le Soudan. La filière souffrirait néanmoins d'une mauvaise structuration et d'un manque de connaissance et de respect des normes par les acteurs. Cette campagne devrait être plus fructueuse que la précédente, en raison de la pluviométrie, dans l'ensemble plus favorable au sésame, et des superficies cultivées en augmentation.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Nigéria : les revenus des distributeurs d'énergie s'affaissent

892,4 Mds NGN : c'est le montant actuel des pertes des sociétés de distribution d'électricité (DisCos) au Nigéria, soit près de 3 Mds USD. Ce déficit se justifierait notamment par les défaillances du système de tarification pluriannuel, un programme tarifaire supposé être révisé tous les six mois en fonction de la conjoncture économique. Or, la dernière révision du programme date de 2015, et avait pris pour base une inflation à 9 % (contre 15,91 % aujourd'hui) et un taux interbancaire de 196 NGN/USD (contre 305 NGN/USD aujourd'hui). Dans le même temps, la NERC a introduit une réglementation qui devrait permettre à certains consommateurs d'électricité de contourner les DisCos pour s'approvisionner directement auprès des entreprises de production électrique.

✉ [Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr](mailto:Aristide.GASANGWA@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Le Nigeria recouvre 64 M USD de dettes d'électricité du Bénin et du Niger

Après le versement de 159 M USD courant mai 2017, le Niger et le Bénin viennent de verser 64 M USD au *Nigeria Bulk Electricity Trader* (NBET), la société nationale d'électricité, en vue de s'acquitter de leurs dettes d'approvisionnement. Le Nigeria fournit de l'électricité à ces deux pays, conformément à un accord qui empêche l'endiguement du fleuve Niger dont le rôle d'alimentation de la centrale hydroélectrique du barrage de Kanji dans le nord du Nigeria est primordial. De fait, le Niger est dépendant à hauteur d'environ 60 % de la production énergétique nigériane.

✉ [karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr](mailto:karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Libéria : les compagnies pétrolières Exxon Mobil et Canadian Overseas Petroleum se retirent du pays**

Les sociétés pétrolières américaines Exxon Mobil et Canadian Overseas Petroleum (COPL) ont annoncé le 13 novembre la fin de leurs activités d'exploration sur le bloc offshore LB-13, et par conséquent leur retrait du pays. Les raisons de ce retrait n'ont pas été divulguées. Différentes compagnies se sont retirées de leurs activités d'explorations comme Tullow Oil en 2013 qui n'a pas renouvelé sa licence pour 2 des blocs explorés, ou encore la compagnie African Petroleum qui a mis fin en novembre 2016 à sa phase exploratoire. Pour information, l'importation de produits pétroliers au Libéria représente 27 % des importations nationales en 2016 (soit plus de 320 M USD).

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : BNP Paribas s'engage dans les énergies renouvelables**

La filiale locale de BNP Paribas (BICIAB) et le représentant de la société Essakane Solar viennent de signer à Ouagadougou un accord de financement portant sur un montant de 9,2 Mds FCFA (14 M EUR). Ce financement est destiné à la construction d'une centrale photovoltaïque de 15 MWc à Essakane par la société Essakane Solar dont l'actionnaire principal est *EREN Renewable Energy* (Eren RE). Développé conjointement avec *Africa Energy Management Platform* (AEMP), société basée en Afrique du Sud, la centrale solaire couvrira une partie importante des besoins en énergie de la mine d'or exploitée par la société canadienne Iamgold Essakane.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : GoviEx Uranium (Canada) obtient un nouveau permis d'exploration**

L'entreprise minière GoviEx Uranium, listée sur la bourse de Toronto, a acquis un permis d'exploration pour la propriété d'Agaliouk, adjacent à son projet d'uranium de Madaouela. La propriété hébergerait 11,7 millions de livres (lb) de ressources indiquées ou mesurées d'uranium et 9,4 millions lb de ressources présumées. D'après le PDG de GoviEx Uranium, la déclaration de ressources minérales pour le projet Madaouela totalise désormais 110,8 millions lb d'U3O8 (octaoxyde de triuranium) pour les catégories indiquées ou mesurées et 27,7 millions lb pour la catégorie inférée. GoviEx Uranium détient à 100 % le projet de Madaouela et prévoit d'y produire 45,6 millions de livres d'U3O8 avec des coûts d'exploitation de 24,5 USD/lb sur 18 ans.

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : le Ghana fournira prochainement 100 MW d'électricité au pays**

Lors de la visite du ministre burkinabè de l'Electricité au Ghana le 13 novembre, son homologue ghanéen a confirmé le démarrage des travaux de la ligne d'interconnexion électrique entre son pays et le Burkina Faso. Selon lui, le Ghana devrait pouvoir exporter 100 MW d'électricité par jour en direction du Burkina Faso à compter de 2018. Une première phase concerne la ligne de Bolgatanga (nord du Ghana) vers le Burkina Faso pour fournir 50 MW ; une deuxième ligne reliant Aboadze (sud du Ghana) à Bolgatanga via Kumasi acheminera la deuxième tranche des 50 MW.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée Equatoriale : préparation d'un mémorandum d'entente avec la Bolivie**

Lundi 20 novembre, le ministre équato-guinéen des Mines et des Hydrocarbures, Gabriel Obiang Lima, et son homologue bolivien, Luis Alberto Sanchez, se sont entretenus à Santa Cruz, en Bolivie, en vue du 4<sup>ème</sup> Sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) prévu le 24 novembre prochain. Les échanges ont porté sur la préparation d'un mémorandum d'entente relatif au renforcement de la coopération énergétique entre les deux pays avec notamment le développement des relations entre les deux sociétés gazières étatiques (SONAGAS et YPBF). Le mémorandum devrait être signé par les deux chefs d'Etat vendredi prochain.

✉ [vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr](mailto:vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Industries**

▼ **Afrique du Sud : un sommet de l'investissement en infrastructure hydraulique est prévu fin novembre**

Le ministère de l'Eau et de l'Assainissement (DWS) organise, avec la commission de recherche sur l'eau (WRC) un sommet de l'investissement en infrastructures hydrauliques à Sandton le 30 novembre. Le sommet a pour objectif de créer un environnement favorable à l'investissement en définissant les critères de collaboration dans le secteur de l'eau.

✉ [Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr](mailto:Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : le ministre de l'Energie fait accélérer la rédaction de la stratégie énergétique (IRP)**

Le nouveau ministre de l'Energie David Mahlobo a demandé à ses services de présenter la stratégie énergétique du pays (IRP) courant novembre, plutôt qu'avant mars 2018. Cela pour en finir avec l'incertitude et renforcer la confiance des investisseurs. Toutes les sources d'énergie sont considérées. L'opposition s'interroge sur une telle accélération du processus.

✉ [Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr](mailto:Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Services**

▼ **Nigéria : de nouvelles licences de spectres sans fil devraient bientôt être mises aux enchères par la NCC**

La Commission nigériane des communications (NCC) a annoncé qu'elle mettra prochainement aux enchères de nouvelles licences de spectres pour augmenter le taux de pénétration du haut-débit dans le pays. Ces enchères concerneront notamment le spectre 2,5/2,6 GHz pour la 4G LTE et, lorsque disponible, la bande 700 MHz. Pour rappel, le Plan nigérian en cinq ans pour le haut débit, lancé en 2013, vise à permettre aux usagers d'avoir accès en temps réel aux contenus les plus demandés à une vitesse minimale de 1,5 mb/s. En février 2017, le taux de pénétration du haut débit au Nigéria selon la NCC était de 21 %, quand l'institution vise un taux de pénétration de 30 % d'ici 2018.

✉ [pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Kenya : partenariat renforcé entre Air France et Kenya Airways**

Quelques semaines après la restructuration de la dette de Kenya Airways et de la réduction de la part de KLM dans le capital de 26,7 à 7,8 % du capital, la compagnie a annoncé mettre en place un partage de code avec Air France dès avril 2018. Air France (devrait ainsi opérer à partir du prochain printemps trois vols hebdomadaires entre Paris et Nairobi avec des Boeing 787. Sur le volet financier, la compagnie aérienne a par ailleurs enregistré au premier semestre 3,8 KES de pertes (soit 36,8 M USD), en baisse de 20,5 % en glissement annuel. En 2016, Kenya Airways avait enregistré des pertes de 98 M USD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : trois représentants d'Air Austral entrent au CA d'Air Madagascar**

Suite à la signature du partenariat stratégique entre les deux compagnies le 9 octobre, l'Assemblée générale des actionnaires d'Air Madagascar a désigné les 7 membres de son Conseil d'administration pour 4 ans. Trois figures d'Air Austral font leur entrée : Marie-Joseph Malé et Dominique Dufour, PDG et SG de la compagnie réunionnaise, et Didier Robert, président de la région Réunion et de la SEMATRA, l'actionnaire de référence d'Air Austral. L'Etat malgache, qui conserve 51 % du capital, dispose de quatre administrateurs dont Thierry Rakotoarison, conseiller du Président malgache, Herivelo Andriamanga, directeur général du Trésor, et le Général Didier Paza, ancien secrétaire d'Etat en charge de la Gendarmerie.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : reprise de la gestion à bail du Sainte Anne Resort après un programme de rénovation de 70 M USD par le Club Med SAS**

Le groupe *New Mauritius Hôtels* (NMH) annonce avoir conclu un accord avec le Club Med SAS et va lui confier la rénovation et l'extension de l'établissement hôtelier *Sainte Anne Resort*. Une fois les travaux réalisés, l'établissement sera loué à bail au Club Med SAS pour une période initiale de 12 ans. Pour l'heure, l'hôtel compte 87 chambres et sa capacité va être portée à 295 chambres. La réouverture de l'établissement devrait intervenir fin 2019. Le groupe NMH va par ailleurs transférer la propriété de cet actif au groupe mauricien *Beachcomber Hospitality Investments* (BHI) qui va également assumer le coût de la rénovation et d'agrandissement. Cette opération ne modifiera pas la part de NMH dans BHI qui est actuellement de 55 %.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Relance de la coopération en matière de transports entre l'Ouganda et la Tanzanie**

La réouverture d'un itinéraire de transport multimodal du port de Dar es Salam à Port Bell à Kampala a été au menu des discussions entre les présidents ougandais et tanzanien lors de la visite de ce dernier en Ouganda du 9 au 11 novembre. Les modalités de mise en œuvre du mémorandum d'accord portant sur l'amélioration des ports, des voies navigables intérieures du lac Victoria et des services de transport ferroviaire ont été les principaux points abordés. L'Ouganda et la Tanzanie ont signé un accord de coopération en juillet dernier autorisant notamment l'Ouganda à utiliser le port de Dar es-Salaam comme route maritime alternative au corridor central partagé notamment avec le Kenya.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Approfondissement de la coopération entre les banques centrales ougandaise et soudanaise**

La Banque centrale ougandaise (BoU) et la Banque centrale du Soudan ont convenu de développer le commerce et l'investissement entre Kampala et Khartoum, notamment via l'installation de l'*Agricultural Bank of Sudan* en Ouganda. Cette décision est intervenue à l'issue d'une réunion entre le gouverneur adjoint de la BOU, le Dr Louis Kasekende, et le gouverneur de la Banque centrale du Soudan, Hazim Abdelgadir, à Kampala.

✉ [hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr](mailto:hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Ghana : MeQasa fusionne avec Jumia Home Ghana

Dans le cadre d'un accord d'échanges de titres (swap agreement) conclu entre le Nigérian Jumia (leader du commerce en ligne en Afrique) et le fonds d'investissement malaisien *Frontier Digital Ventures* (FDV), le portail immobilier en ligne ghanéen MeQasa devrait fusionner avec Jumia Home Ghana. Ce dernier consoliderait ainsi sa place de leader sur le marché national de l'immobilier en ligne. L'opération donnerait également lieu à la fusion de ToLet et Angocasa, aussi issues du portefeuille de FDV, avec les divisions de Jumia Home au Nigeria et en Angola. En contrepartie, FDV aurait transmis ses parts dans Afribaba et versé 500 000 USD à Jumia.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : résultats financiers de Total Gabon au 1<sup>er</sup> semestre 2017

Total Gabon a enregistré une hausse de 25 % de son chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> semestre 2017. Cette amélioration, offrant un résultat net de 21 M USD, résulterait de la hausse des prix du baril de pétrole et des mesures de réduction des coûts prises par la société. Les investissements ont également augmenté de 14 % par rapport aux 9 premiers mois de 2016. Au cours du troisième trimestre, les investissements se sont élevés à 32 M USD. Ils comprennent des travaux d'intégrité/pérennité sur les installations en mer (Anguille, Torpille et Grondin) et à terre (terminal du Cap Lopez), la campagne en cours de *coiled tubing* sur le secteur de Torpille, ainsi que des études de géosciences et de développement.

✉ [charles.grison@dgtresor.gouv.fr](mailto:charles.grison@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : l'île Maurice en masse commune avec le PMU

Les parieurs mauriciens peuvent désormais miser sur les épreuves hippiques françaises en masse commune et ce suite à un accord signé le 17 novembre entre le PMU -via PMU Partenaire -et la *Gambling Regulatory Authority*. Afin de répondre aux inquiétudes des organisations locales quant au risque de cannibalisation de leur chiffre d'affaires, estimé à 125 M USD, par l'offre de courses françaises, le PMU rétrocédera une partie des enjeux à la filière hippique locale afin d'assurer son développement. Après Madagascar et les Seychelles, le PMU étend donc son dispositif sur le secteur africain où il est présent depuis une trentaine d'années et développe ses interactions avec les opérateurs mutuels locaux.

✉ [hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr](mailto:hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : poursuite des investissements du groupe CIEL en Afrique et acquisition des parts dans la société de distribution mozambicaine Tropicalia

L'opération s'est opérée via la firme de private equity mauricienne Kibo Capital Partners, créée par CIEL Finance qui gère plusieurs fonds d'investissements. Dans le cas présent, il s'agit du deuxième fonds intitulé Kibo Fund II lancé en 2014 après une première levée de capitaux de 50 M USD. Outre Ciel Ltd et le groupe d'assurance Swan, l'on retrouve également la SFI dans le tour de table ainsi que la Banque africaine de développement et son homologue allemande la DEG. Le Kibo Fund II cible principalement les entreprises en croissance en Afrique australe et orientale. Au total Kibo I et II représentent des actifs de l'ordre de 100 M USD gérés par Kibo Capital Partners.

✉ [hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr](mailto:hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ **Mauritanie : prise de fonction de Michel Sapin en qualité de Président d'honneur du Club PPP**

Michel Sapin, ancien ministre français de l'Economie et des Finances, a pris ses fonctions, en sa qualité de Président d'honneur du Club PPP (partenariat public-privé) Mauritanie. La cérémonie a eu lieu au cours de la présentation de la vision et les objectifs stratégiques du club par le cabinet Anglais Mott Macdonald. Parmi les invités, il faut notamment noter la présence de Claude de Ganay, député et président du groupe d'amitié France-Mauritanie à l'Assemblée nationale française.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Congo-Brazzaville : le pays mise sur le numérique**

Après les assises dédiées aux TIC qui se sont tenues le 20 novembre à Brazzaville, focalisées sur le développement de l'écosystème numérique au Congo et la création d'un espace d'affaires pour le développement des infrastructures, c'est au tour de la Chambre de commerce de Pointe Noire d'organiser le 24 novembre les deuxièmes rendez-vous de l'économie numérique, en présence de trois membres du gouvernement (Numérique, PME et Enseignement supérieur) sur le thème « Arrimer les PME au développement de l'économie numérique ». Mais le secteur demeure tributaire de la mauvaise qualité du réseau électrique, point qui devra être pris en compte dans l'élaboration en cours du Plan national de développement du numérique (2017-2021).

✉ [Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Bénin : visite de la directrice générale du FMI**

Cette visite est prévue du 11 au 13 décembre prochain. Pour mémoire, le pays a signé en avril dernier avec le FMI un nouvel accord de programme pour la période 2017-2019, dont la première revue semestrielle a été concluante. Après approbation du Conseil d'administration le 1er décembre prochain, le pays devrait bénéficier d'un second décaissement de 15,2 M DTS (21,6 M USD) avant la fin de l'année.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

